

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

23 SEPTEMBRE 2013

Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, en ce qui concerne l'assurance contre le chômage commercial

(Déposée par
Mme Anke Van dermeersch et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

1. Aperçu de la problématique: les conséquences d'un incendie

Les conséquences d'un incendie pour une entreprise sont plus lourdes qu'on ne le pense généralement. Il ressort des statistiques collectées par les grandes compagnies d'assurances que de nombreuses entreprises victimes d'un incendie doivent faire face à des problèmes de continuité d'une ampleur telle que la faillite est inéluctable. Le dommage direct est indemnisé par la compagnie d'assurances auprès de laquelle l'assurance contre l'incendie a été conclue, mais d'autres aspects tels que la disparition des stocks, des listings de clients et des capacités de production, ainsi que l'absence fréquente de back-ups, empêchent les entreprises concernées de respecter leurs engagements ou d'y parvenir dans une mesure suffisante. Pour une entreprise, il est donc capital non seulement de disposer d'une bonne assurance, mais aussi de prendre les dispositions nécessaires afin de garantir la continuité de l'activité en cas de catastrophe.

Les compagnies d'assurances néerlandaises sont assez formelles sur ce point: plus de 60 % des entreprises qui ne bénéficient pas d'une assurance contre le chômage commercial tombent en faillite à la suite d'un incendie important. Cette situation est due à la perte de clients et de parts de marché, ainsi qu'à la perte des conditions dont ces entreprises bénéficiaient

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

23 SEPTEMBER 2013

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekerings-overeenkomst, wat de verzekering van bedrijfsschade betreft

(Ingediend door
mevrouw Anke Van dermeersch c.s.)

TOELICHTING

1. Schets van de problematiek: gevolgen van de brandschade

De gevolgen van brand zijn voor de bedrijven groter dan vaak gedacht. Uit gegevens van de grote verzekeraars blijkt dat een groot deel ervan een zodanige continuïteitsschade oploopt dat faillissement onafwendbaar is. De verzekeringsmaatschappij die voor bedrijven een brandverzekering in dekking heeft, keert wel de directe schade uit, maar omdat zaken als voorraden, klantenbestanden, productiecapaciteiten verloren gaan en er vaak geen back-up blijkt te zijn, kunnen aangegane verplichtingen niet of onvoldoende worden nagekomen. Het is dus belangrijk om naast een goede verzekering voorzieningen te treffen om bij calamiteiten de bedrijfscontinuïteit te waarborgen.

Nederlandse verzekeringsmaatschappijen zijn vrij formeel: meer dan 60 % van de bedrijven zonder bedrijfsschadeverzekering gaat failliet na een zware brand. Redenen: verlies van klanten, marktaandeel, voorwaarden bij leveranciers, vergunningen, imago, personeel, verminderde service, etc.

après de leurs fournisseurs, mais aussi à des problèmes de permis, d'image de marque et de personnel, au fait qu'elles ne peuvent plus offrir qu'un service réduit, etc.

Les entreprises qui subissent des dégâts matériels importants (couverts par l'assurance contre l'incendie) sont également confrontées à de gros problèmes financiers. Dans de nombreux cas, elles sont privées de revenus en raison de l'arrêt de la production, qui va aussi de pair avec l'arrêt de la distribution ou de la vente de biens ou de produits. De surcroît, elles doivent encore payer de nombreux frais fixes, liés notamment aux emprunts, aux abonnements, au personnel, aux équipements d'utilité publique en cas de dommage partiel, etc. Les obligations sociales et la dégradation de la position occupée sur le marché ou la perte de celle-ci peuvent également contribuer à la faillite de l'entreprise.

Tout gérant qui se respecte et qui ne souhaite pas voir son entreprise périr après un sinistre important se verra certainement conseiller par son courtier professionnel de souscrire une assurance contre le chômage commercial. Mais cette assurance n'est pas obligatoire, et de nombreux dirigeants d'entreprises pensent, à tort, que l'assurance classique contre l'incendie — même assortie des couvertures les plus étendues — les protège suffisamment contre tous les impondérables.

En réalité, le propriétaire d'une entreprise, ou le locataire d'un immeuble hébergeant une activité professionnelle indépendante ou une entreprise, doit constamment réfléchir aux aspects suivants :

- les clients et les fournisseurs n'attendront pas que l'entreprise soit de nouveau opérationnelle;
- sans produits, pas de ventes, et les recettes chuteront;
- il faut continuer à payer les frais fixes;
- il faut aussi continuer à payer les salaires des employés et des cadres;
- les salaires des ouvriers sont des frais variables : attendront-ils le redémarrage de l'entreprise ou chercheront-ils ailleurs ?
- un gérant est responsable du paiement, au minimum, du salaire hebdomadaire garanti ou de l'indemnité de préavis, et il a aussi une responsabilité à l'égard de ses ouvriers.

Le noeud du problème est donc le suivant : les entrepreneurs ont beau être bien assurés contre l'incendie et les périls assimilés (tempête, dégâts des eaux, dommages électriques, implosion ou explosion), force est de constater que la plupart d'entre eux ne tiennent absolument pas compte des dommages qu'ils peuvent subir à la suite d'un arrêt prolongé de

Wanneer een bedrijf getroffen wordt door een grote materiële schade (gedekt door de brandpolis), zal het bedrijf bijkomende grote financiële problemen onderkennen. In veel gevallen kunnen geen inkomsten meer verworven worden door het stilvallen van de productie en valt ook de distributie of verkoop van goederen of producten stil. Er moeten dan ook nog eens vele vaste kosten worden doorbetaald, zoals leningen, abonnementen, personeel, nutsvoorzieningen in geval van gedeeltelijke schade enz. Ook de sociale verplichtingen en het aantasten of verloren gaan van de bereikte marktpositie kunnen ertoe bijdragen dat het bedrijf de boeken zal moeten neerleggen.

Iedere zaakvoerder die zichzelf respecteert en die zijn bedrijf niet wil laten verloren gaan door een grote schade, zal door zijn professionele makelaar allicht worden geadviseerd een verzekering tegen bedrijfschade te onderschrijven. Maar het is geen verplichte verzekering en veel bedrijfsleiders denken dat ze met de klassieke brandverzekering — zelfs met de meest uitgebreide dekkingen — voldoende verzekerd zijn tegen alle mogelijke eventualiteiten. *Quod non!*

Eigenlijk moet de eigenaar van een bedrijf, of de huurder van een pand dat een zelfstandige beroepsactiviteit of een bedrijf huisvest, zich steeds de volgende bedenkingen maken :

- klanten en leveranciers gaan niet wachten tot het bedrijf terug operationeel is;
- zonder producten geen verkoop en opbrengsten zullen vervallen;
- vaste kosten blijven doorlopen;
- wedden van bedienden en kaderleden moeten doorbetaald worden;
- lonen van arbeiders zijn variabele kosten : zullen zij op de heropstart van het bedrijf wachten of zoeken zij andere oorden op ?
- u bent als zaakvoerder verantwoordelijk voor het betalen van minimaal het gewaarborgd weekloon of opzegvergoeding en voor uw arbeiders.

De kern van de zaak is dus de volgende : ondernemers mogen dan al goed verzekerd zijn tegen brand en aanverwante risico's (storm, waterschade, elektriciteitsschade, implosie of explosie), feit is toch dat de meeste zaakvoerders totaal geen rekening houden met de schade die ze kunnen oplopen ten gevolge van een langdurige bedrijfsstilstand. Met andere woorden :

l'activité. En d'autres termes : même si les dommages occasionnés aux bâtiments et aux biens sont intégralement indemnisés, de nombreuses entreprises (jusqu'à 50-60 %) font faillite dans l'année.

2. La solution : une assurance contre le chômage commercial

L'assurance contre le chômage commercial est une assurance qui indemnise les pertes d'exploitation subies après un sinistre couvert par l'assurance. Cette assurance n'est pas imposée par la loi; en d'autres termes, chaque entreprise est libre de la contracter, dans le cadre ou non de l'assurance contre l'incendie. Elle couvre les pertes financières résultant de la perte de bâtiments, de l'inventaire ou de biens en raison, notamment, d'un incendie, de dégâts des eaux ou d'une tempête.

Les bénéfices nets, les frais fixes et une partie des frais variables peuvent être assurés.

Un exemple illustrera clairement de quoi il s'agit.

Un boulanger souscrit une assurance contre les pertes d'exploitation pour sa boulangerie. À la suite d'un incendie, son commerce est entièrement ravagé. L'assureur couvrira le bénéfice et les frais fixes. Imaginons que la boulangerie n'ait pas été totalement détruite, mais qu'un seul four ait été gravement endommagé. Le boulanger pourra donc cuire moins de pain et, partant, en vendre moins. Au bout d'une semaine, la boulangerie est de nouveau parfaitement opérationnelle et un nouveau four a été installé. La perte de chiffre d'affaires enregistrée au cours de cette semaine ne sera pas difficile à estimer. Le boulanger sera dédommagé pour cette perte de chiffre d'affaires, après déduction des frais variables normaux.

Il existe évidemment différentes manières de calculer le manque à gagner. L'assurance contre les pertes d'exploitation couvre donc le manque à gagner, qui peut être calculé concrètement : le bénéfice qui est pris en considération est non pas le bénéfice que la personne lésée aurait pu réaliser, mais le bénéfice dont on a tout lieu de supposer qu'il aurait effectivement été réalisé par le chef d'entreprise si l'événement à l'origine du sinistre ne s'était pas produit.

Il s'agit donc d'une assurance de choses et, à ce titre, elle peut parfaitement être incorporée à l'assurance contre l'incendie qui est, elle aussi, une assurance de choses.

Dans la pratique, les pertes d'exploitation après l'incendie sont calculées sur la base du manque à gagner brut dû à la perte de chiffre d'affaires consécutive au fait générateur du sinistre.

zelfs al wordt de geleden schade aan gebouwen en goederen volledig vergoed, dan nog gaan veel bedrijven (tot 50-60 %) binnen het jaar failliet.

2. De oplossing : een bedrijfsschadeverzekering

De bedrijfsschadeverzekering is een verzekering die de bedrijfsschade na gedekt schadegeval vergoedt. Het is geen wettelijk verplichte verzekering, het staat elke onderneming met andere woorden vrij deze verzekering hetzij los van, hetzij geïncorporeerd in de brandverzekering af te sluiten. Ze dekt de winstderving die het gevolg is van het verlies van gebouwen, inventaris of goederen door onder meer brand, waterschade of storm.

Nettowinst, vaste kosten en een deel van de variabele kosten kunnen worden verzekerd.

Een voorbeeld maakt duidelijk waarover het gaat.

Een bakker sluit voor zijn bakkerij een bedrijfsschadeverzekering af. Als gevolg van een grote brand wordt zijn hele zaak verwoest. De verzekeraar zal de winst en de vaste kosten uitkeren. Stel : de bakkerij gaat niet helemaal verloren, maar één oven is wel ernstig beschadigd. De bakker kan dus minder brood bakken, waardoor hij natuurlijk ook minder verkoopt. Na een week is de bakkerij weer volledig operationeel en werd een nieuwe oven geïnstalleerd. Het zal niet moeilijk zijn om vast te stellen hoe groot het omzetverlies in deze week was. Dit omzetverlies wordt, na aftrek van de normale variabele kosten, aan de bakker vergoed.

Wat de berekening van de gederfde winst betreft, bestaan er natuurlijk verschillende berekeningswijzen. De bedrijfsschadeverzekering dekt dus de gederfde winst, die concreet berekend kan worden : niet de winst die de benadeelde had kunnen maken, wordt in aanmerking genomen, maar de winst waarvan redelijkerwijs mag worden aangenomen dat de bedrijfsleider die werkelijk zou hebben gemaakt als de schadeveroorzakende gebeurtenis zich niet had voorgedaan.

Het is dus een zaakschadeverzekering en in die mate kan het eigenlijk perfect worden geïncorporeerd in de brandverzekering, die ook een zaakschadeverzekering is.

In de praktijk wordt de bedrijfsschade na brand berekend op basis van de brutowinstderving die is ontstaan door omzetverlies na het schadeverwekkend feit.

Le bénéfice brut est constitué du produit des activités de l'entreprise, diminué des frais variables. On pourrait considérer qu'il s'agit de la première étape.

La deuxième étape consiste à soustraire du montant obtenu à la première étape certains coûts salariaux économisés par exemple (provisoirement, il n'est plus nécessaire de recourir aux intérimaires; les coûts énergétiques diminuent également en raison de la réduction temporaire des activités).

Ensuite, il faut passer à la troisième étape, car la personne lésée peut bien entendu également avoir exposé certains coûts supplémentaires, simplement pour préserver le reste de l'entreprise ou pour sauvegarder certains pans de l'activité: il faut ajouter les frais dits de sauvetage, de façon à obtenir finalement le montant total, c'est-à-dire les pertes d'exploitation.

Quelques remarques encore :

— en principe, les indemnités doivent être versées par l'assurance aussi longtemps que le chiffre d'affaires est en baisse. Mais une intervention non plafonnée et illimitée dans le temps n'existe plus dans le monde de l'assurance. En général, on fixe préalablement une durée d'indemnisation maximale, supposée suffisante pour rendre l'entreprise à nouveau opérationnelle après une perte totale. Le calcul doit évidemment tenir compte du délai nécessaire à l'obtention du permis de bâtir, de la construction proprement dite et de la durée de livraison des nouvelles machines. En règle générale, les délais oscillent entre six mois et deux ans;

— il est possible de souscrire une assurance avec ou sans franchise. Si l'on opte pour une assurance assortie d'une franchise, ou d'un délai de carence, on supporte soi-même le risque de chômage commercial pendant un certain nombre de jours, par exemple un délai de carence de quinze jours ou d'un mois;

— les entreprises doivent gérer des stocks variables, des périodes de fluctuation de l'offre et de la demande, et donc des périodes de pertes d'exploitation plus ou moins importantes. Pour ne pas devoir adapter chaque mois le capital à assurer, le secteur de l'assurance recourt depuis des années à des clauses d'ajustabilité. Ces clauses prévoient qu'au début de l'année, on estime la « valeur réelle », le juste montant à assurer pour l'année écoulée. Sur la base de ces données, l'assureur fera le décompte de l'année écoulée et il pourra calculer la prime pour l'année suivante.

Conclusion :

a) Le nœud du problème est que la souscription d'une assurance contre l'incendie pour chaque chef d'entreprise semble tout à fait logique et nécessaire, mais que, dans le même temps, il y a trop peu

De brutowinst wordt gevormd door de opbrengst uit de bedrijfsactiviteiten verminderd met de variabele kosten. Men zou het de eerste stap kunnen noemen.

De tweede stap bestaat hierin dat men bijvoorbeeld bespaarde loonkosten (er zijn voorlopig geen uitzendkrachten meer nodig, er zijn ook minder energiekosten omdat er tijdelijk minder bedrijfsactiviteiten zijn) aftrekt van het bedrag waar men na stap 1 op uitkwam.

Na stap 2 moet tot slot nog stap 3 worden gezet, want de schadelijder kan natuurlijk ook bepaalde extra kosten hebben gemaakt, gewoon om de rest van het bedrijf te vrijwaren, of om bepaalde stukken activiteit te redden: de zogenaamde reddingkosten moeten bij het bedrag worden opgeteld, zodat men uiteindelijk bij het totaal bedrag uitkomt, de bedrijfsschade.

Nog enkele opmerkingen :

— in principe wordt de verzekering uitgekeerd, zolang er omzetverlies is. Maar een onbegrensde of onbepaalde tussenkomst bestaat niet meer in de verzekeringswereld. Vooraf wordt meestal een maximale uitkeringsduur vastgesteld, waarbij men de termijn probeert vast te stellen om het bedrijf na een volledig verlies, terug operationeel te krijgen. Men moet in de berekening natuurlijk rekening houden met de termijn voor de bouwvergunning, het bouwen zelf, de levertijd van nieuwe machines. Meestal vindt men termijnen tussen zes maanden en twee jaar terug;

— men kan een verzekering afsluiten met een « franchise » of zonder. Als men een verzekering met een « franchise » afsluit, of met een eigen risico, dan draagt men het risico van bedrijfsschade gedurende een aantal dagen zelf, bijvoorbeeld een eigen risico-termijn van vijftien dagen of een maand;

— bedrijven zitten met wisselende stocks, met wisselende vraag- en aanbodperiodes, en dus met periodes van mogelijke grotere (of kleinere) bedrijfsschades. Om niet maandelijks het te verzekeren kapitaal te moeten aanpassen, werkt men in de verzekeringssector al jarenlang met de zogenaamde *acress/decreasclause*. Die clause bepaalt dat men in het begin van het jaar een opgave maakt van het « werkelijk belang », het juiste te verzekeren bedrag voor het voorbije jaar. Aan de hand van die gegevens zal de verzekeraar een afrekening maken van het voorbije jaar en kan hij de premie berekenen voor het komende jaar.

Conclusie :

a) De kern van het probleem is dat het onderschrijven van een brandverzekering voor iedere bedrijfsleider niet meer dan logisch en noodzakelijk lijkt en dat tegelijkertijd te weinig ondernemers echter de

d'entrepreneurs qui se prémunissent par une assurance contre les conséquences économiques, sociales et financières d'un sinistre. Or, les conséquences d'une interruption ou d'une perturbation prolongée des activités de l'entreprise sont imprévisibles.

b) Quelles peuvent être les conséquences indirectes d'un sinistre ? Sur le plan commercial, il peut s'agir de la perte de clients, d'une perte de qualité de la production, de la perte de certaines autorisations spécifiques, de la destruction du stock de produits finis et du stock de matières premières, d'une diminution des chiffres de vente, de la rupture d'une collaboration avec des fournisseurs, qui risquent de se tourner vers la concurrence, etc. Il y aura probablement aussi des conséquences financières : les frais fixes subsistent, le chiffre d'affaires diminue, le résultat d'exploitation régresse, le versement des salaires des employés et des cadres doit se poursuivre, etc. Sans compter les conséquences sur le plan social : impossibilité de mettre les employés au chômage technique, perte de personnel qualifié et expérimenté, paiement d'indemnités de licenciement ou de fermeture, etc.

c) L'objectif de la présente proposition de loi est donc de faire en sorte que l'assurance contre le chômage commercial (pertes d'exploitation) soit intégrée automatiquement dans l'assurance contre l'incendie et ce, tant pour les travailleurs indépendants et les PME — dont l'assurance contre l'incendie relève de la catégorie « risques simples » — que pour les plus grandes entreprises qui ont conclu des assurances contre l'incendie pour grandes entreprises. En d'autres termes, les entreprises, les travailleurs indépendants et les PME qui n'ont absolument pas besoin d'une assurance contre les pertes d'exploitation et qui ne peuvent d'ailleurs subir aucune perte d'exploitation après un sinistre incendie et périls connexes couvert peuvent exclure la couverture.

3. N'existe-t-il pas déjà une assurance faillite offerte par le gouvernement ?

Le 1^{er} octobre 2010, l'actuelle assurance faillite a effectivement été étendue par la ministre des PME, des Indépendants et de l'Agriculture, notamment aux événements suivants :

1° une catastrophe naturelle, celle-ci étant un phénomène naturel à caractère exceptionnel;

2° un incendie ayant endommagé les bâtiments à usage professionnel et l'outillage professionnel.

On pourrait donc raisonnablement supposer que cette assurance faillite apporte une solution au problème. Toutefois, la grande différence entre ce régime et l'extension automatique de l'assurance

economische, sociale en financiële gevolgen van een schadegeval verzekeren. Nochtans kunnen de gevolgen van een langdurige onderbreking of verstoring van de bedrijfsactiviteiten onvoorspelbaar zijn.

b) Wat kunnen de onrechtstreekse gevolgen zijn van een schadegeval? Er zijn gevolgen op het commerciële vlak: verlies van klanten, kwaliteitsverlies van producten, verlies van specifieke vergunningen, vernietiging van de voorraad afgewerkte producten en voorraad grondstoffen, het verkoopcijfer daalt, verlies van samenwerking met leveranciers die mogelijk met de concurrentie gaan samenwerken, ... Er zullen wellicht ook financiële gevolgen zijn: vaste kosten blijven, omzet daalt, bedrijfsresultaat vermindert, wedden van bedienden en kaderleden moeten doorbetaald worden, ... En de gevolgen op sociaal vlak: bedienden kunnen niet technisch werkloos worden gesteld, verlies van geschoold en ervaren personeel, uitbetaling van uitkeringen met betrekking tot ontslag of sluiting, ...

c) De strekking van dit wetsvoorstel is dus de dekking voor de bedrijfsschade als een automatisme op te nemen in de brandverzekering, zowel voor de zelfstandigen, kmo's — die met hun brandverzekering bij de E.R. (de zogenaamde Eenvoudige Risico's) zijn ondergebracht — als voor de grotere bedrijven die grote bedrijfsbrandverzekeringen hebben afgesloten. Met andere woorden: bedrijven, zelfstandigen of kmo's, die absoluut geen nood hebben aan een bedrijfsschadedekking, en die ook geen bedrijfsschade kunnen lijden na een gedekt schadegeval brand en aanverwante, kunnen de dekking uitsluiten.

3. Er bestaat toch al een door de regering aangeboden faillissementsverzekering ?

Op 1 oktober 2010 werd de bestaande faillissementsverzekering inderdaad door de minister van Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw uitgebreid tot onder meer :

1° een natuurramp, of een natuurverschijnsel met uitzonderlijk karakter;

2° een brand, die de voor professioneel gebruik bedoelde gebouwen en de professionele uitrusting heeft beschadigd.

Men zou er dus redelijkerwijs kunnen van uitgaan dat deze faillissementsverzekering soelaas brengt, maar het grote verschil tussen deze wet en onze automatische uitbreiding van de brandverzekering

contre l'incendie, telle qu'elle est proposée ici, est que l'assurance contre les pertes d'exploitation intervient naturellement sans qu'il y ait arrêt de l'activité et avant toute faillite éventuelle de l'entreprise.

Cela signifie, en d'autres termes, que si l'extension proposée est approuvée, les interventions de l'assurance faillite seront sans doute moins fréquentes. En effet, si l'assurance contre le chômage commercial devient un élément obligatoire de l'assurance contre l'incendie, le nombre des faillites consécutives à un sinistre couvert par l'assurance contre l'incendie devrait en principe diminuer.

*
* *

voor bedrijven bestaat erin dat de bedrijfsschadeverzekering natuurlijk tussenkomt zonder stopzetting van het bedrijf, en vooraleer het mogelijk tot een faillissement komt van het bedrijf.

Met andere woorden : door deze uitbreiding goed te keuren, bestaat de kans dat de faillissementsverzekering minder snel moet worden aangesproken, omdat het aantal faillissementen na een door de brandverzekering gedekt schadegeval normaal gesproken moet dalen als de bedrijfsschadeverzekering een verplicht onderdeel wordt van die brandverzekering.

Anke VAN DERMEERSCH.
Yves BUYSSE.
Filip DEWINTER.
Bart LAEREMANS.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 61 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, dont le texte actuel devient le § 1^{er}, est complété par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Sauf disposition expresse contraire, toute assurance contre l'incendie pour les entreprises, les travailleurs indépendants ou les PME comprend une couverture du chômage commercial, prévoyant une intervention pour le chômage commercial subi après un sinistre couvert par l'assurance contre l'incendie. L'assurance contre le chômage commercial peut être proposée selon deux formules : la formule prévoyant une indemnité journalière et la formule basée sur la marge brute, avec la possibilité chaque fois de limiter la couverture aux « coûts supplémentaires. » »

18 juillet 2013.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 61 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

« § 2. Tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald, bevat elke brandverzekering voor ondernemingen, zelfstandigen of kmo's een dekking bedrijfsschade, met een tussenkomst voor bedrijfsschade na een door de brandverzekering gedekt schadegeval. De bedrijfsschadeverzekering kan aangeboden worden in twee formules : de formule met dagvergoeding of de formule op basis van de brutomarge, met telkens de mogelijkheid om enkel de « extra kosten » te dekken. »

18 juli 2013.

Anke VAN DERMEERSCH.
Yves BUYSSE.
Filip DEWINTER.
Bart LAEREMANS.